

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.39.2011.TREATIES-12 (Notification dépositaire)

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, TELLE QUE
MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA
CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

NEW YORK, 8 AOÛT 1975

PROPOSITION D'AMENDEMENTS PAR L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE À L'ALINÉA C)
DU PARAGRAPHE 1 ET E) DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 49¹ : JAPON

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Référence est faite à la décision prise par le Conseil économique et social au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention susmentionnée, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de l'article 47, qui stipule que le Conseil économique et social demande aux parties si elles acceptent la proposition d'amendement et aussi les prie de soumettre au Conseil leurs commentaires sur la proposition. Le Secrétaire général a communiqué aux parties concernées le texte de la décision du Conseil par la notification dépositaire C.N.474.2009.TREATIES-3 en date du 30 juillet 2009.

Le 28 janvier 2011, le Secrétaire général a reçu une note verbale en date du 26 janvier 2011 de la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a ensuite communiqué au Conseil, par voie d'une note du Secrétaire général, la note verbale reçue de la Mission permanente du Japon.

Le 1^{er} février 2011, le Secrétaire général a reçu du Conseil économique et social le document du Conseil ci-joint E/2011/54 en date du 31 janvier 2011, pour diffusion à tous les États parties.

Le 25 février 2011



¹ Voir notification dépositaire C.N.194.2009.TREATIES-2 du 6 avril 2009 (Proposition d'amendements par la Bolivie à l'article 49, paragraphes 1 c) et 2 e)).

Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.



2011 年组织会议

2011 年 1 月 18 日、2 月 15 日至 18 日，以及
4 月 27 日和 28 日

议程项目 3

理事会基本工作方案

经《修正 1961 年麻醉品单一公约的议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》（1975 年 8 月 8 日，纽约）**多民族玻利维亚国对第四十九条第一(c)款和第二(e)款提出的修正****秘书长的说明**

经济及社会理事会在 2009 年 7 月 30 日第 2009/250 号决定中注意到秘书长关于多民族玻利维亚国政府对经 1972 年《议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》¹ 第四十九条第一(c)款和第二(e)款提出的修正的说明(E/2009/78)，决定根据经修订的《公约》第四十七条第一款，启动该条第一(b)款规定的程序，该款规定要询问各缔约国是否接受所提出的修正案，并请它们向经济及社会理事会提交它们对提案的意见。

秘书长在 2009 年 7 月 30 日保存通知² 中，以保存人的名义向《公约》缔约国转递了理事会第 2009/250 号决定。

秘书长谨向理事会转递 2011 年 1 月 26 日日本常驻联合国代表团的普通照会(见附件)。

¹ 联合国，《条约汇编》，第 976 卷，第 14152 号。

² C. N. 474. 2009. TREATIES-3。



附件

2011年1月26日日本常驻联合国代表团给秘书处的普通照会

日本常驻联合国代表团提及秘书长2009年4月6日的保存通知(C. N. 194. 2009. TREATIES-2)和2009年7月30日的保存通知(C. N. 474. 2009. TREATIES-3)，谨请注意经济及社会理事会2009年7月30日第2009/250号决定所启动的经1972年《议定书》修正的《1961年麻醉品单一公约》第四十七条第一(b)款规定的程序。

为此，日本常驻联合国代表团谨通知秘书处，日本政府不接受上述通知提及的拟议修正。

《公约》缔约国有义务只为医学和科学用途生产、制造、出口、进口、销售、贸易、使用和持有麻醉品。缔约国还认识到，要有效打击麻醉品的滥用，就要普遍采取协调一致的行动。作为《公约》缔约方，日本政府遵守《公约》的各项原则和目标。日本政府基于这些原因做出上述决定。



Economic and Social Council

Distr.: General
31 January 2011

Original: English

Organizational session for 2011

18 January, 15-18 February and 27 and 28 April 2011

Agenda item 3

Basic programme of work of the Council

Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, as amended by the Protocol amending the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961 (New York, 8 August 1975)

Proposal of amendments by the Plurinational State of Bolivia to article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e)

Note by the Secretary-General

In its decision 2009/250 of 30 July 2009, the Economic and Social Council, taking note of the note by the Secretary-General (E/2009/78) on the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e), of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 as amended by the 1972 Protocol,¹ decided, in accordance with article 47, paragraph 1, of the Convention as amended, to initiate the procedures established in paragraph 1 (b) of that article, which states that the parties shall be asked whether they accept the proposed amendment and also asked to submit to the Economic and Social Council any comments on the proposal.

The Secretary-General, acting in his capacity as depositary, communicated to the parties to the Convention the text of Council decision 2009/250 in a Depositary Notification² dated 30 July 2009.

The Secretary-General is hereby communicating to the Council a note verbale dated 26 January 2011 from the Permanent Mission of Japan to the United Nations (see annex).

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Annex

Note verbale dated 26 January 2011 from the Permanent Mission of Japan to the United Nations addressed to the Secretariat

The Permanent Mission of Japan to the United Nations, with reference to the Secretary-General's depositary notifications dated 6 April 2009 (C.N.194.2009.TREATIES-2) and 30 July 2009 (C.N.474.2009.TREATIES-3), has the honour to draw attention to the procedures established in article 47, paragraph 1 (b), of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1954 as amended by the 1972 Protocol, which was initiated by Economic and Social Council decision 2009/250 of 30 July 2009.

In this connection, the Permanent Mission of Japan to the United Nations has the honour to inform the Secretariat that the Government of Japan does not accept the proposed amendments referred to in the above-mentioned notifications.

Parties to the Convention undertake the obligation to limit exclusively to medical and scientific purposes the production, manufacture, export, import, distribution of, trade in, use and possession of drugs. Parties also recognize that effective measures against the abuse of narcotic drugs require coordinated and universal action. As a party to the Convention, the Government of Japan adheres to the principles and objectives of the Convention. For these reasons, the Government of Japan has taken the above-mentioned decision.



Conseil économique et social

Distr. générale
31 janvier 2011
Français
Original : anglais

Session d'organisation de 2011

18 janvier, 15-18 février et 27 et 28 avril 2011

Point 3 de l'ordre du jour

Programme de travail de base du Conseil

Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de ladite Convention (New York, 8 août 1975)

Propositions de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1) et l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 49

Note du Secrétaire général

Dans sa décision 2009/250 du 30 juillet 2009, le Conseil économique et social, prenant note de la communication diffusée par le Secrétaire général (E/2009/78) au sujet de la proposition du Gouvernement bolivien tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1 et l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972¹, a décidé, conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de ladite Convention, telle que modifiée, d'entamer les procédures prévues à l'alinéa b) du paragraphe 1 dudit article, qui dispose que le Conseil économique et social pourra décider de demander aux parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi de les prier de présenter éventuellement au Conseil leurs observations sur cette proposition.

Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué aux parties à la Convention le texte de la décision 2009/250 du Conseil économique et social, dans une notification dépositaire² datée du 30 juillet 2009.

Le Secrétaire général communique par la présente au Conseil économique et social une note verbale de la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies en date du 26 janvier 2011 (voir annexe).

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Annexe

Note verbale datée du 26 janvier 2011, adressée au Secrétariat par la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, se référant aux notifications dépositaires du Secrétaire général datées des 6 avril 2009 (C.N.194.2009.TREATIES-2) et 30 juillet 2009 (C.N.474.2009.TREATIES-3), a l'honneur d'appeler l'attention sur les procédures établies à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 47 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972, qui ont été entamées en application de la décision 2009/250 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 2009.

La Mission permanente du Japon informe à cet égard le Secrétariat que le Gouvernement japonais n'accepte pas les amendements proposés figurant dans les notifications susmentionnées.

Les parties à la Convention sont tenues de limiter exclusivement aux fins médicales et scientifiques la production, la fabrication, l'exportation, l'importation, la distribution, le commerce, l'emploi et la détention des stupéfiants. Elles considèrent également que pour être efficaces, les mesures prises contre l'abus des stupéfiants doivent être coordonnées et universelles. En tant que partie à la Convention, le Gouvernement japonais souscrit aux principes et aux buts de la Convention. Pour ces raisons, il a pris la décision indiquée plus haut.

**Организационная сессия 2011 года**

18 января, 15–18 февраля и 27 и 28 апреля 2011 года

Пункт 3 повестки дня

Основная программа работы Совета**Единая конвенция о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом о поправках Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года (Нью-Йорк, 8 августа 1975 года)****Предложение Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49****Записка Генерального секретаря**

В своем решении 2009/250 от 30 июля 2009 года Экономический и Социальный Совет, приняв к сведению записку Генерального секретаря (E/2009/78) по поводу предложения Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972 года¹, постановил, в соответствии с пунктом 1 статьи 47 Конвенции с внесенными в нее поправками, начать процедуры, предусмотренные в пункте 1(б) этой статьи, в котором говорится, что следует опросить стороны, принимают ли они предложенную поправку, а также просить их представить Экономическому и Социальному Совету любые замечания по поводу этого предложения.

Генеральный секретарь, действуя в качестве депозитария, препроводил сторонам Конвенции текст решения 2009/250 Совета в депозитарном уведомлении² от 30 июля 2009 года.

Настоящим Генеральный секретарь препровождает Совету вербальную ноту Постоянного представительства Японии при Организации Объединенных Наций от 26 января 2011 года (см. приложение).

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Приложение

Вербальная нота Постоянного представительства Японии при Организации Объединенных Наций от 26 января 2011 года в адрес Секретариата

Постоянное представительство Японии при Организации Объединенных Наций, ссылаясь на депозитарные уведомления Генерального секретаря от 6 апреля 2009 года (C.N.194.2009.TREATIES-2) и 30 июля 2009 года (C.N.474.2009.TREATIES-3), имеет честь привлечь внимание к процедурам, предусмотренным в пункте 1(b) статьи 47 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972года, которые были начаты в соответствии с решением 2009/250 Экономического и Социального Совета от 30 июля 2009 года.

В этой связи Постоянное представительство Японии при Организации Объединенных Наций имеет честь информировать Секретариат, что правительство Японии не принимает предлагаемые поправки, упомянутые в вышеуказанных уведомлениях.

Стороны Конвенции взяли на себя обязательство осуществлять производство, изготовление, экспорт, импорт, распространение, использование, хранение наркотиков и торговлю ими исключительно в медицинских и научных целях. Стороны также признают, что эффективные меры против злоупотребления наркотическими средствами требуют принятия координированных и универсальных мер. В качестве стороны Конвенции правительство Японии придерживается принципов и целей Конвенции. Поэтому правительство Японии приняло вышеупомянутое решение.



Consejo Económico y Social

Distr. general
31 de enero de 2011
Español
Original: inglés

Período de sesiones de organización de 2011

18 de enero, 15 a 18 de febrero

y 27 y 28 de abril de 2011

Tema 3 del programa

Programa básico de trabajo del Consejo

Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, enmendada por el Protocolo de Modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes (Nueva York, 8 de agosto de 1975)

Propuesta de enmiendas a los incisos 1 c) y 2 e) del artículo 49 presentada por el Estado Plurinacional de Bolivia

Nota del Secretario General

En su decisión 2009/250, de 30 de julio de 2009, el Consejo Económico y Social, tomando nota de la nota del Secretario General (E/2009/78) sobre la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia de enmendar los incisos 1 c) y 2 e) del artículo 49 de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, enmendada por el Protocolo de 1972¹, decidió, de conformidad con lo dispuesto en el inciso 1 del artículo 47 de la Convención en su forma enmendada, iniciar los procedimientos establecidos en el inciso 1 b) de dicho artículo, en que se dispone que se pregunte a las partes si aceptan la modificación propuesta y se les pida que presenten al Consejo comentarios acerca de ella.

El Secretario General, actuando en su calidad de depositario, comunicó a las partes en la Convención el texto de la decisión 2009/250 del Consejo en una notificación del depositario² de fecha 30 de julio de 2009.

El Secretario General transmite por la presente al Consejo una nota verbal de fecha 26 de enero de 2011 enviada por la Misión Permanente del Japón ante las Naciones Unidas (véase el anexo).

¹ Naciones Unidas, *Treaty Series*, vol. 976, núm. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Anexo

**Nota verbal de fecha 26 de enero de 2011 dirigida
a la Secretaría por la Misión Permanente del
Japón ante las Naciones Unidas**

La Misión Permanente del Japón ante las Naciones Unidas, en relación con las notificaciones enviadas por el Secretario General en su calidad de depositario, de fecha 6 de abril de 2009 (C.N.194.2009.TREATIES-2) y 30 de julio de 2009 (C.N.474.2009.TREATIES-3), tiene el honor de recordar los procedimientos establecidos en el inciso 1 b) del artículo 47 de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes enmendada por el Protocolo de 1972, iniciados mediante la decisión 2009/250 del Consejo Económico y Social de 30 de julio de 2009.

A este respecto, la Misión Permanente del Japón ante las Naciones Unidas tiene a bien informar a la Secretaría que el Gobierno del Japón no acepta las propuestas de modificación a que se hace referencia en las mencionadas notificaciones.

Las partes en la Convención están obligadas a limitar exclusivamente la producción, la fabricación, la exportación, la importación, la distribución, el comercio, el uso y la posesión de estupefacientes a los fines médicos y científicos. Las partes reconocen también que la aplicación eficaz de medidas contra el uso indebido de estupefacientes exige una acción universal coordinada. En su calidad de parte en la Convención, el Gobierno del Japón suscribe los principios y objetivos de la Convención. Por tales razones, el Gobierno del Japón ha adoptado la decisión expuesta más arriba.

مذكرة شفوية مؤرخة ٢٦ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ موجهة إلى الأمين العام من البعثة الدائمة لليابان لدى الأمم المتحدة

إن البعثة الدائمة لليابان لدى الأمم المتحدة، إذ تشير إلى إخطاري الوديع الصادرين عن الأمين العام، المؤرخين ٦ نيسان/أبريل ٢٠٠٩ (CN.194.2009.TREATIES-2) و ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩ (CN.474.2009.TREATIES-3) تتشرف بأن تلفت الانتباه إلى الإجراءات المقررة في الفقرة ١ (ب) من المادة ٤٧ من الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، بصيغتها المعدلة. بموجب بروتوكول عام ١٩٧٢ التي شرع فيها. بموجب مقرر المجلس الاقتصادي والاجتماعي ٢٥٠/٢٠٠٩ المؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩.

وفي هذا الصدد، تتشرف البعثة الدائمة لليابان لدى الأمم المتحدة بأن تبلغ الأمانة العامة بأن حكومة اليابان لا تقبل التعديلات المقترحة المشار إليها في الإخطارين المذكورين أعلاه.

وقد تعهدت الدول الأطراف في الاتفاقية الوحيدة بالالتزام بقصر إنتاج المخدرات وصنعها وتصديرها واستيرادها وتوزيعها وتجارتها واستعمالها وحيازتها على الأغراض الطبية والعلمية دون سواها. وتقر أيضا الدول الأطراف بأن تدابير مكافحة المخدرات تستلزم إجراءات منسقة وشاملة للجميع. وكطرف في الاتفاقية، تلتزم حكومة اليابان بمبادئ وأهداف الاتفاقية. وقد اتخذت حكومة اليابان لهذه الأسباب القرار المشار إليه أعلاه.

وقام الأمين العام، بصفته وديع الاتفاقية، بإبلاغ الأطراف في الاتفاقية بنص مقرر المجلس ٢٥٠/٢٠٠٩ في إخطار موجه من الوديع^(٢) مؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩.
وينقل الأمين العام إلى المجلس، في هذه الوثيقة، مذكرة شفوية مؤرخة ٢٨ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ وارداة من البعثة الدائمة لألمانيا لدى الأمم المتحدة (انظر المرفق).

Distr.: General
31 January 2011
Arabic
Original: English

المجلس الاقتصادي والاجتماعي



الدورة التنظيمية لعام ٢٠١١

١٨ كانون الثاني/يناير، و ١٥-١٨ شباط/فبراير،

و ٢٧ و ٢٨ نيسان/أبريل ٢٠١١

البند ٣ من جدول الأعمال

برنامج العمل الأساسي للمجلس

الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب
البروتوكول المعدل للاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١
(نيويورك، ٨ آب/أغسطس ١٩٧٥)

المقترح المقدم من دولة بوليفيا المتعددة القوميات بإدخال تعديلات
على الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩

مذكرة من الأمين العام

في المقرر ٢٥٠/٢٠٠٩ المؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩، قرر المجلس الاقتصادي والاجتماعي، وقد أحاط علما بمذكرة الأمين العام (E/2009/78) المتعلقة بمقترح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب بروتوكول عام ١٩٧٢^(١)، أن يشرع، وفقا للفقرة ١ من المادة ٤٧ من الاتفاقية المعدلة، في الإجراءات المقررة في الفقرة ١ (ب) من تلك المادة، التي تنص على سؤال الأطراف إن كانت تقبل التعديل المقترح من عدمه ودعوها أيضا إلى موافاة المجلس الاقتصادي والاجتماعي بأي ملاحظات على المقترح.

(١) الأمم المتحدة، مجموعة المعاهدات، المجلد ٩٧٦، الرقم ١٤١٥٢.

